

## Conlutas et Solidaires s'adressent au mouvement syndical

À l'occasion du congrès de l'Union syndicale Solidaires (France) en juin 2011, les organisations syndicales d'Europe, d'Afrique, d'Amérique du sud, d'Asie, présentes ont adopté une déclaration dont voici des extraits :



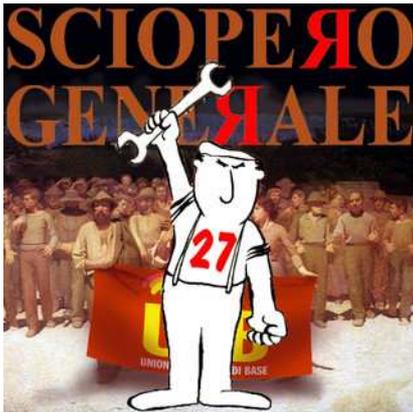
- La crise du système capitaliste a des conséquences dans le monde entier. Les crises économique, financière, écologique et sociale s'entremêlent et s'autoalimentent. Cette crise globale du capitalisme montre l'impasse d'un développement fondé sur un partage de plus en plus inégal de la richesse produite, la déréglementation financière, le libre échange généralisé et le mépris des impératifs écologiques.
- Pour sauver les profits des actionnaires et des patrons, pour assurer l'avenir des banques, les institutions mondiales (Banque mondiale, Fonds monétaire international, Organisation mondiale du commerce, etc.) et les gouvernements s'attaquent de plus en plus fortement aux droits des travailleurs/ses.
- Le système économique et politique actuel organise le pillage de nombreux pays, oblige des millions de personnes à quitter leur région d'origine pour survivre ... et nie ensuite tous leurs droits sous prétexte qu'ils et elles sont immigré-e-s.
- Destruction des services publics, remise en cause de tous les droits sociaux, attaques envers les droits syndicaux, libertés syndicales bafouées, développement de la précarité et du chômage pour faire pression sur les populations ... Ce sont les mêmes méthodes qui sont utilisées dans tous les pays !
- Le syndicalisme dont nous nous revendiquons ne saurait cautionner des pactes avec les pouvoirs en place pour valider de telles mesures antisociales. Le syndicalisme a la responsabilité d'organiser la résistance à l'échelle internationale, pour construire à travers les luttes la nécessaire transformation de la société.
- Des organisations syndicales internationales existent ; des réseaux syndicaux ont été créés sur des champs professionnels ou géographiques. Il faut avancer dans la coordination du syndicalisme de lutte, au plan international...
- ...Notre démarche est ouverte à toutes les forces syndicales qui se reconnaissent dans le syndicalisme de luttes, indépendant, agissant pour la transformation sociale. Une conférence internationale pour faire le bilan de ces engagements, pour y donner des suites nouvelles, se tiendra au printemps 2012, à l'occasion du congrès de Conlutas...

Depuis juin 2011, la crise du système capitaliste s'est accentuée. Les peuples sont attaqués durement, des résistances s'organisent, des luttes sont victorieuses, mais la coordination internationale du syndicalisme de lutte est encore insuffisante. Comme indiqué dans la déclaration de juin 2011, **une nouvelle rencontre internationale sera organisée à l'occasion du congrès de Conlutas, les 2 et 3 mai 2012 à São Paulo, Brésil.** (Le congrès de CSP Conlutas se tient du 27 au 30 avril).

Notre souhait commun est que ceci soit une nouvelle étape pour aller vers une rencontre internationale qui se tiendrait au deuxième semestre 2012, en Europe. **Partager nos expériences syndicales, s'enrichir des résistances de tous, construire l'unité à travers les frontières des États, mettre en œuvre la solidarité internationale des travailleurs et des travailleuses, ... voilà nos objectifs !** Nous n'avons pas la prétention de déclarer la constitution d'une nouvelle organisation internationale ! **Nous voulons renforcer, élargir, rendre plus efficace, un réseau du syndicalisme offensif, démocratique, autonome, alternatif, internationaliste.** Cette démarche, nous voulons la construire pas à pas, avec toutes les organisations syndicales de lutte, pour qui le système capitaliste n'est pas le mode d'organisation indépassable pour nos sociétés, et qui construisent le changement à travers les luttes collectives quotidiennes et les réflexions sur la société que nous voulons pour demain. Notre syndicalisme ne se limite pas au champ revendicatif économique, il englobe des sujets comme le droit au logement, à la terre, l'égalité entre hommes et femmes, l'antiracisme, l'écologie, l'anticolonialisme, etc.

Nous souhaitons la présence de votre organisation syndicale à São Paulo (Brésil), et partager avec vous la construction de la rencontre internationale du second semestre 2012. Si cette démarche vous intéresse, nous vous adresserons dans quelque temps un texte préparatoire à la réunion du printemps 2012. En vous remerciant de bien vouloir nous faire part de la réaction de votre organisation syndicale à ces propositions, nous vous adressons nos fraternelles salutations syndicalistes.

## Italie : les syndicats de base appellent à la grève le 27 janvier



**USB, SLAI COBAS, CIB UNICOBAS, SNATER, USI, SICOBAS, ORSA appellent à une nouvelle journée de grève interprofessionnelle le 27 janvier.** Ensemble, ils impulsent la lutte contre les premières mesures du gouvernement Monti, qui prolongent celles de Berlusconi : il s'agit toujours de protéger le patronat, les plus riches, la classe politique, les banques et les institutions financières internationales. « L'Europe » semble avoir pour but de mettre à genoux tous les peuples du continent ! Remise en cause des retraites et de la protection sociale, licenciements, privatisations, santé et sécurité au travail, droits syndicaux bafoués, etc., les revendications ne manquent pas car les attaques antisociales sont nombreuses et fortes.

**Ainsi, une grande partie des « syndicats de base » maintiennent le front unitaire, formé l'été dernier.** La situation est difficile, d'autant que le patronat s'appuie sur l'accord du 28 juin 2011 signé par CGIL, UIL, CISL pour remettre en cause les Conventions collectives nationales. [www.usb.it](http://www.usb.it) [www.sindacatoorsa.it](http://www.sindacatoorsa.it) [www.usiait.it](http://www.usiait.it)

## Algérie : le syndicalisme autonome se développe

*Toujours confronté à une féroce répression exercée par le Pouvoir, le syndicalisme autonome ne cesse pour autant de se développer. Nos camarades du SNAPAP tenaient fin décembre leur congrès national, tandis que quelques semaines plutôt naissait le Syndicat Libre et Autonome des Pétroliers, dans un secteur économique très sensible pour le Pouvoir algérien. Nous reproduisons ici une des premières déclarations du SLAP [« pétrolier » signifie ici « travailleur du secteur du pétrole »].*

Exténués par les pratiques d'un autre âge adoptées par l'UGTA, et ses promesses non tenues, nous, travailleurs de SONATRACH-DP de Hassi-R'Mel, dénonçons énergiquement la **complicité régissant les rapports liant notre section syndicale et l'employeur.** Une complicité concrétisée par un immobilisme criard qui ne cesse de s'accroître au détriment de nos droits socioprofessionnels longtemps ignorés par un syndicat aux ordres. Le constat et le bilan des acquis en matière de droits et avantages sociaux, sont catastrophiques. **De nos jours, il suffit de deux jours de retard dans le virement de la paie, pour que le travailleur se trouve dans l'obligation de contracter des prêts chez des voisins, des amis ou des membres de sa famille, pour subvenir aux besoins vitaux de ses enfants.** Un pétrolier mérite plus de dignité et considération.

Nous sommes convaincus que ni la réélection d'un nouveau secrétaire général du syndicat national de l'entreprise [UGTA], ni les changements qui s'opèrent à SONATRACH, ne sauraient prendre réellement et effectivement nos problèmes légitimes. Rien que pour ces raisons, l'ensemble des travailleurs épris de justice sociale et qui s'inscrivent dans l'option de se démarquer de l'UGTA pour la création d'un Syndicat Libre et Autonome des Pétroliers (SLAP), sont conviés à participer en force au sit-in ... face du siège de l'Union Locale de l'UGTA pour récuser le syndicat-maison. **Les travailleurs sont priés de se munir de leur carte d'adhérent à l'UGTA, et les déposer dans un sachet-poubelle noir en plastique. Le sachet rempli de cartes d'adhérents sera remis respectueusement à l'Union Locale UGTA pour lui signifier son divorce.**

Les travailleurs de Sonatrach de Hassi-R'Mel ont adressé au secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Abdelmadjid Sidi Saïd une « *lettre de condoléances* » ... pour avoir abandonné les pétroliers. « *Nous partageons votre peine, si vous en avez, et regrettons la perte et la mort du règlement de l'UGTA, de ses fondements, ses principes et sa fraternité. Nous avons essayé, afin d'éviter le drame, d'attirer votre attention sur le complot et la machination qui se tramaient pour maintenir la non-représentation et l'injustice à Sonatrach. Vous les avez laissés enfreindre toutes les lois, l'éthique et le règlement de l'UGTA, ils ont dilapidé les travailleurs de leurs représentants légitimes, et ont choisi à la carte les gens qui les arrangeaient pour assister au congrès* ».

[www.maisondessyndicats-dz.com](http://www.maisondessyndicats-dz.com) [www.cisa-solidaritesyndicats-algerie.org](http://www.cisa-solidaritesyndicats-algerie.org)

## La revue internationale Solidaires n°7 : dossier Égypte



**Ce numéro est constitué d'un dossier sur l'Égypte** de 120 pages, s'appuyant notamment sur les échanges ayant eu lieu lors de la délégation sur place de l'Union syndicale Solidaires, fin mai 2011. Au sommaire :

1. Introduction et sommaire
2. Une révolution en marche
3. Le mouvement social
4. Le syndicalisme indépendant
5. La lutte des femmes
6. Au-delà des frontières
7. Bibliographie

Il est encore possible de passer commande de cette brochure dont le prix public est de 2 euros.

# Non à l'achat par la France de 318 millions d'€ de drones à Israël !

Le ministère de la Défense français a pris le 20 juillet la scandaleuse décision d'acheter pour plus de 318 millions d'euros d'armes de guerre à Israël. Alors que cet État hors-la-loi se rend, jour après jour, coupable de graves violations du droit international, alors que l'heure est à la démilitarisation, aux économies budgétaires et aux sanctions contre l'impunité d'Israël, le choix du ministère français est indigne, et nous indigne.

Israël a un bilan bien établi de violations du droit international et des droits humains au cours de ses diverses opérations et agressions militaires, invasions et occupations de territoires palestiniens et d'autres pays arabes, par l'emploi abusif et indiscriminé de la force et le ciblage délibéré des civils et des infrastructures. Il en résulte une répétition incessante de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

**La Campagne Boycott Désinvestissement Sanctions France comme le BNC palestinien, appelle donc à un embargo militaire immédiat contre Israël, similaire à celui imposé contre l'Afrique du Sud dans le passé.** Nous demandons l'annulation immédiate de ce contrat d'achats de drones à Israël. Nous appelons tou-te-s les citoyen-ne-s engagé-e-s à signer la pétition initiée par la Campagne BDS France, et à la relayer très largement [www.bdsfrance.org](http://www.bdsfrance.org)

## Brésil : soutien aux grévistes de Saint-Gobain

L'Union syndicale Solidaires a exprimé son soutien à la lutte des travailleurs/ses de Saint-Gobain au Brésil, en grève en novembre. Les revendications sur les conditions de travail, le temps de travail, les salaires, la protection sociale, l'emploi, sont bien évidemment légitimes. Elles rejoignent celles de de l'ensemble des salarié-e-s de Saint-Gobain. **La multinationale Saint-Gobain exploite depuis des années des centaines de milliers de salarié-e-s à travers le monde. En 2010, elle a accumulé un bénéfice de 3 milliards d'euros.** La question posée, une fois de plus, est celle de la répartition des richesses produites, plus particulièrement vers celles et ceux qui les produisent !

L'Union syndicale Solidaires dénonce l'attitude patronale consistant à laisser pourrir la situation, à refuser de négocier sur les revendications des grévistes, à jouer de la provocation et du recours à la police. Nous assurons les grévistes et le Sindicato dos Químicos Unificados de Campinas, Osasco et Vinhedo de tout notre soutien.

## Mexique : 2 prisonniers politiques libérés, mais la lutte continue

**Andrés Núñez Hernández et José Díaz López ont été libérés sous caution, après 9 ans et 8 mois d'emprisonnement injuste.** Ils avaient été arrêtés de manière arbitraire le 14 mars 2002. Accusés d'homicide, délit qu'ils n'ont jamais commis, ils ont été brutalement torturés dans une maison anonyme avant d'être présentés au ministère public qui les a obligés à signer des documents; ils n'ont pas eu accès ni à un traducteur, ni à un avocat pour les défendre. Malgré tant d'irrégularités de procédure, ils furent condamnés à 14 ans de prison. Injustement emprisonnés, ils ont commencé à s'organiser et à lutter depuis la prison contre les injustices et le fonctionnement arbitraire du système carcéral ainsi que pour le droit à leur liberté.

Leur libération intervient après 39 jours de la grève de la faim à la prison de San Cristobal de las Casas. **Il reste toutefois de nombreux prisonniers politiques, eux aussi arrêtés arbitrairement, torturés, riviés de leurs droits fondamentaux...** Au Chiapas et ailleurs, contre la répression et pour la solidarité, la lutte continue !

## Pays basque : manifestation à Bilbao, le 7 janvier

La majorité politique, syndicale et sociale du Pays Basque a déjà demandé à maintes reprises la fin de la **situation intolérable des prisonnier-e-s politiques basques**, mais elle perdure. Une manifestation est organisée pour soutenir ces revendications et le processus de résolution du conflit, le 7 janvier à Bilbao.



**Embargo militaire immédiat contre Israël !**

**CSP Conlutas**  
CENTRAL SINDICAL E POPULAR  
Movimento INTERNACIONAL

**Muitas vozes, uma só luta!**

**Crisis na Europa não tem data para acabar e trabalhadores continuam lutando**

**CSP-Conlutas apela ao leito na Europa**  
O trabalho de base é a base da luta. É preciso lutar por uma mudança radical na estrutura da sociedade. É preciso lutar por uma mudança radical na estrutura da sociedade. É preciso lutar por uma mudança radical na estrutura da sociedade.

[www.cspconlutas.org.br](http://www.cspconlutas.org.br)

*C'est dans la communauté indienne rarámuri de Batopilas, coincée dans la Sierra Tarahumara (État de Chihuahua), que le président mexicain, Felipe Calderón, a choisi de lancer son opération publicitaire qui consiste à remettre des cartes bancaires aux plus pauvres, bénéficiaires du programme fédéral Oportunidades. Bien entendu, à Batopilas, dont la population est une des plus pauvres du Mexique survivant à grand'peine avec une économie de subsistance, il n'y a pas une seule banque...*

## Iran : nous demandons la libération des syndicalistes emprisonnés

*Les organisations syndicales françaises CFTD, CGT, FSU, Solidaires et UNSA, ont interpellé le Pouvoir iranien à propos de la situation de Réza Shahabi, membre de la direction du syndicat Vahed de la régie des transports de Téhéran et banlieue, emprisonné depuis 19 mois.*

**Il a été arrêté le 12 juin 2011 sans qu'aucun délit ne lui soit reproché.** Réza Shahabi est un militant syndicaliste qui défend les intérêts des travailleurs. Il a comparu le 25 mai dernier devant le « Tribunal révolutionnaire ». Lui et son avocat ont apporté devant la Cour des preuves que son action n'avait rien d'illégal. Réza Shahabi souffre de plusieurs problèmes de santé (insuffisance rénale et une arthrose sévère du fait de la détérioration de quatre vertèbres). Depuis plusieurs mois, sa santé s'est aggravée et il court le risque en l'absence de soins de rester paralysé. Il doit donc, le plus rapidement possible, être transféré dans un hôpital hors du milieu carcéral. Du 22 novembre au 22 décembre, malgré ses problèmes de santé, Réza Shahabi a mené une grève de faim qui met sa vie en danger.

La détention de R. Shahabi est en violation des droits humains et syndicaux fondamentaux. **Nous demandons sa libération immédiate. En raison de la violation des mêmes droits, nous exigeons la libération des autres syndicalistes emprisonnés en Iran**, dont E. Madadi du syndicat Vahed, A. Nejati du syndicat de Sucrerie Haft-Tapeh, B. Ebrahim-Zadeh...

[www.iran-echo.com/index.html](http://www.iran-echo.com/index.html) [www.iranenlutte.wordpress.com](http://www.iranenlutte.wordpress.com)

## Kazakhstan : l'État massacre les manifestant-e-s

Le 16 décembre, la Fête de l'Indépendance à Zhanaozen, s'est terminée par de violents affrontements entre la police et les ouvriers du pétrole en grève depuis le mois de mai pour exiger des augmentations de salaire. Une manifestation pacifique était programmée sur la place principale mais lors du rassemblement, **les ouvriers ont subi une attaque des forces de police en armes. La police a fait usage d'armes à feu, faisant des dizaines de morts et des centaines de blessés.** Le président du Kazakhstan a ensuite déclaré « l'état d'urgence » dans la région de Mangistau, envahie par l'armée.

La grève a démarré en mai, sur la revendication d'une prime de risque. Les travailleurs/ses ont créé un nouveau syndicat, celui en place collaborant avec le patron. Arrestations et agressions de militant-e-s ont été la réponse immédiate du Pouvoir et du patronat. La juriste N. Sokolova a été arrêtée puis condamnée à six ans d'emprisonnement pour avoir déclenché une protestation sociale et pour organisation d'un rassemblement illégal. Le 2 août dernier, le leader syndical J. Tourbaev a été assassiné sur son lieu de travail. Le 18 août, J. Karabaleva, fille d'un autre militant syndical, a été enlevée et assassinée. Les agressions très violentes sont multiples, et la « justice » ferme les yeux.... On a compté jusqu'à 18 000 grévistes, présent-e-s chaque jour sur leur lieu de travail. Le taux de chômage est élevé, trouver un emploi dans un autre secteur que celui de l'extraction est très difficile. Une union des chômeurs a été créée.

## Irak : les travailleurs/ses luttent, dans des conditions difficiles

*La Fédération des conseils ouvriers et syndicats en Irak s'est réunie à Bagdad à l'occasion des 8 ans de l'organisation. Les travailleurs/ses d'Irak continuent de s'organiser en dépit des attaques généralisées et du poids toujours actuel de la législation antisyndicale de l'ère Saddam.*

Dans la région du Kurdistan d'Irak les travailleurs/ses de Taq Taq Oil Operation Company ont des **revendications relatives aux conditions de travail et au manque complet d'égalité entre travailleurs kurdes et non kurdes** : absence complète de protection contre les risques sur un lieu de travail où le danger constant d'émanations de gaz menace leurs vies. Ils pointent aussi la discrimination entre les Kurdes et les travailleurs expatriés en termes d'équipements de sécurité et de vêtements fournis ainsi que dans les installations tant de nourriture que de repos. Ils signalent des situations qui rappellent l'époque de l'apartheid en Afrique du Sud, les travailleurs expatriés ayant accès à la formation et aux salles de sport sur leur temps libre pendant que les travailleurs locaux se voient refuser l'accès à leur logement ou que les toilettes sont nettement plus vétustes que celles dont bénéficient les expatriés. Les salaires des travailleurs expatriés sont aussi considérablement plus élevés que ceux versés aux travailleurs kurdes, dont beaucoup sont des universitaires et des diplômés de l'Institut.

La Compagnie d'engrais du Nord, à environ 220 km au nord de Bagdad, a récemment été privatisée. L'entreprise produit des engrais chimiques. Depuis la privatisation les travailleurs ont été confrontés à une **détérioration massive de leurs conditions de travail**. Ils sont forcés de travailler en heures supplémentaires, nombre de leurs prestations ont été unilatéralement annulées et l'employeur leur refuse de le droit d'adhérer à un syndicat, d'élire leurs délégués.



[www.solidariteirak.org](http://www.solidariteirak.org)

*En complément à ce bulletin, vous pouvez retrouver les matériels liés à l'actualité internationale et le matériel de la commission internationale de Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : <http://www.solidaires.org/article12420.html>*